

Bresles

CONGRÈS DES MAIRES DE L'OISE Le ministre tente de rassurer les élus oisiens

BRESLES Samedi dernier, lors de leur congrès annuel, le dernier avant les municipales, et dans un contexte de baisse des subventions, les maires ont exprimé leurs inquiétudes face à Olivier Dussopt.

Samedi 19 octobre, c'est un impressionnant balai de voitures officielles qui a animé la ville de Bresles. La commune a en effet accueilli dans la matinée l'assemblée générale et le congrès annuel des maires de l'Oise à la salle Robert Gourdain. Organisé par l'Union des maires de l'Oise (UMO), le congrès a réuni des édiles venus de tout le département. Les sénateurs et députés locaux, ainsi que le préfet de département, Louis Le Franc, le président de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand, et la présidente du conseil départemental de l'Oise, Nadège Lefebvre, étaient également de la partie. « *Tout le staff politique local était présent, ce qui démontre l'importance de ce rendez-vous annuel* », s'est félicité le président de l'Union des maires de l'Oise, Alain Vasselle. Ce dernier a aussi invité pour l'occasion le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, Olivier Dussopt.



Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, Olivier Dussopt (au centre), a été invité à participer aux débats du congrès des maires de l'Oise.

sont les maires à s'interroger de l'avenir de leur commune. Une étude de l'Observatoire de la démocratie directe a montré qu'en 2018, près d'un maire sur deux n'envisageait pas de se représenter en 2020, un phénomène surtout présent dans les petites communes rurales. Plusieurs raisons sont invoquées, comme l'âge avancé des élus dans ces petits villages ou encore le manque de moyens indispensables au bon exercice de leurs fonctions. Le rôle de maire se serait complexifié au fil du temps (voir article ci-dessous).

DES AIDES AUX COMMUNES MENACÉES

Alors pour les aider dans leurs tâches, les édiles ont tendance à se tourner vers les grandes collectivités. La région Hauts-de-France, par la voix de la vice-présidente Manoëlle Martin, en profitera d'ailleurs lors de ce congrès pour rappeler tous les engagements et investissements pris pour aider les municipalités. Le soutien du projet de nouveau lycée à Grandvilliers est notamment évoqué. Cependant, même ces plus grandes collectivités se sentent délaissées, comme l'explique Nadège Lefebvre, présidente du département de l'Oise. « *Nous donnons chaque année 50 millions d'euros aux communes. Beaucoup de maires nous disent que sans nos aides, de nombreux projets ne pourraient pas être réalisés. Or aujourd'hui, nos dépenses d'action sociale grimpent à une vitesse vertigineuse, et l'Etat ne nous aide pas suffisamment. Si ça continue comme ça, nous ne pourrions plus maintenir notre aide aux communes, prévient-elle. Il faut aujourd'hui de la solidarité territoriale. Il faut aider les communes et encore plus les petites communes. Les communes rurales ont des difficultés énormes. Il faudrait que l'Etat s'en occupe et crée des plans de la ruralité, comme il l'a fait avec les villes.* »

TAXE D'HABITATION : LA SUPPRESSION INQUIÈTE

La réunion, habituellement organisée à Clermont de l'Oise, a été l'occasion pour les élus d'échanger entre eux et avec des intervenants autour de différents thèmes comme la gestion de l'habitat insalubre ou encore la réforme de la fonction publique. Mais le sujet qui a particulièrement occupé les élus a concerné la réforme annoncée par le gouvernement de la

Un grand nombre de maires

L'Oise fait partie des départements comptant le plus grand nombre de communes en France, avec pas moins de 686 municipalités, réunies en 21 cantons, pour une population de 821 552 habitants (Insee 2015).

taxe d'habitation sur les résidences principales, source de revenu non négligeable pour les communes. Sa suppression totale est prévue pour 2023, et dès 2020 déjà, près de 80% des foyers actuellement imposés en seront exemptés.

L'année dernière, les communes ont au total reçu près de 16 milliards d'euros au titre de la taxe d'habitation. « *L'Etat s'engage à compenser la perte de revenus à l'euro près* », a tenu à rassurer, sur ce point, le secrétaire d'Etat Olivier Dussopt. Compensation avec notamment la taxe sur le foncier bâti : habituellement perçue par les départements, elle sera, selon le ministre, versée aux communes. Les propos du ministre se sont voulus rassurants mais n'ont guère apaisé l'exaspération des élus locaux qui se disent déconsidérés par l'Etat. Beaucoup d'entre eux s'accordent à

dire que cette taxe d'habitation est un lien essentiel entre l'habitant et sa commune. Avec sa suppression, les édiles se sentent délaissés, pire, oubliés. « *Le lien direct des habitants avec leur commune va être supprimé* », déplore au micro Jean-Paul Douet, secrétaire général de l'UMO et maire de Montagny-Sainte-Félicité. Jean-Pierre Bosino, le maire de Montataire, lui emboîte le pas et va même plus loin : « *Nous avons un peu l'impression d'assister à une recentralisation. Nous allons clairement vers la suppression des communes !* »

MUNICIPALES : DES MAIRES JETTENT L'ÉPONGE

À l'approche des municipales, qui se dérouleront dans quelques mois à peine, en mars 2020, nombreux

**« Nous allons clairement vers la suppression des communes ! »
(J.P. Bosino, maire de Montataire)**

Pas facile d'être maire aujourd'hui ? Nos maires témoignent

C'EST DIT

Jean Cauwel
BRETEUIL



On a des contraintes fortes et il faut apprendre à agir avec les collectivités. Nous avons l'impression de perdre du pouvoir.

Jean-Pierre Bosino
MONTATAIRE



La tendance est, au fil du temps, à la professionnalisation du métier de maire. Alors que tout le monde peut être maire : il n'y a pas de diplôme...

Gérard Auger
NEUILLY-EN-TH.



Ce n'est pas simple. Ça prend du temps. Et il faut des connaissances dans plein de domaines car nous sommes très sollicités.

Jean-Jacques Thomas
LA BOISSIÈRE



Les habitants ont confiance, donc ça va plutôt bien. Le problème aujourd'hui c'est de chercher des subventions tous azimuts.



Alain Vasselle demande à l'État « plus d'écoute »

Alain Vasselle, président de l'UMO et maire de Doursel-Maison

Cette année aura été riche en actualité pour les élus locaux, entre les incendies de cet été, les pesticides, la réforme de la fonction publique, ou encore la suppression de la taxe d'habitation. « *Et avec l'approche de l'échéance électorale, les maires sont venus très nombreux au congrès* », se félicite Alain Vasselle, le président de l'Union des maires de l'Oise. La réunion a été l'occasion pour

eux d'exprimer leurs préoccupations à l'État, et notamment au ministre Olivier Dussopt, venu participer aux tables rondes. « *Il faut que l'Etat soit plus attentif aux préoccupations des élus. Trop de décisions semblent venir d'en haut et s'imposent vers le bas sans concertation préalable avec nous autres, les élus. Il faut développer la concertation* », dénonce le président de l'UMO.